

# Canadian Interoperability



The Canadian Interoperability Technology Interest Group (CITIG) brings together representatives from public safety, industry, academia and government to collectively shape the future of Canadian public safety interoperability. The CITIG aims to:

- create forums for the exchange of information and ideas;
- facilitate communications amongst Canadian public safety interoperability stakeholders;
- bring together the collective wisdom of public safety and communications leaders and experts (best and brightest);
- respond to regulatory issues that impact public safety communications; and
- provide a test bed where aspects of the five elements of SAFECOM<sup>®</sup>'s interoperability continuum (governance, standard operating procedures, technology, training & exercise and usage) can be understood, designed, tested, negotiated, implemented, trained, exercised, standardized or shared.

Launched in April 2007 by the Canadian Police Research Centre (CPRC) in conjunction with Informatics Committee of the Canadian Association of the Chiefs of Police (CACAP), the CITIG's first priority is to reach out those interested in advancing Canadian public safety interoperability. Please consider registering for access to the member site, and help shape public safety interoperability in Canada.

## Where it's heading

Currently, the Interoperability Sub-Committee (reporting to the CACAP's Informatics Committee) has taken the lead in the CITIG's development. However, the hope is to increase representation from across the public safety community in a move toward a model similar to the National Public Safety Telecommunications Council (NPSTC) in the US. The NPSTC describes itself as: "...A federation of organizations whose mission is to improve public safety communications and interoperability through collaborative leadership."

## Who should get involved?

Any public safety practitioner or industry, academic or government representative interested in advancing Canadian Public Safety interoperability.

## How to get involved

The CITIG is at the start-up stage with CPRC and CACP resources working to identify interested parties and an appropriate membership structure. Members of the CITIG will be expected to contribute in some way — whether in-kind, financial or mixed — but the current work focuses on identifying interested parties and moving the concept forward.

For those interested, the first step involves looking over the material published on the CITIG Web page ([www.cprc.org/citig](http://www.cprc.org/citig)) and registering for access to a shared workspace. From there, registered members can access more detailed documents, participate in information-sharing and exchange of ideas to help shape the future of CITIG and Canadian public safety interoperability.

## What R&D is the CITIG Planning?

The CITIG plans to entertain proposals from public safety stakeholders (a standard two-page template is used to propose work related to the pillars of the interoperability continuum). Based on the broad organizational direction set by the CRPC's advisory board and the broad strategic needs identified by the CITIG board, the CITIG would identify, evaluate and facilitate potential avenues of work to achieve interoperability goals. The outcomes can be as diverse as guidelines, to a scenario exercise, to scientific papers, to patented intellectual property — CITIG stakeholders will decide. ♦

# L'interopérabilité au Canada



Le Groupe d'intérêt canadien en technologie de l'interopérabilité (GICTI) se compose de représentants du milieu de la sécurité publique, de l'industrie, du milieu universitaire et des gouvernements qui ensemble décideront de l'avenir de l'interopérabilité en matière de sécurité publique au Canada. Le GICTI vise à :

- créer des forums pour faciliter l'échange d'information et d'idées;
- faciliter les communications entre les parties intéressées à l'interopérabilité en matière de sécurité publique;
- Tirer profit de la sagesse collective des responsables et des spécialistes des communications en matière de sécurité publique (l'élite);
- Faire écho aux questions de réglementation qui ont des répercussions sur les communications en matière de sécurité publique;
- Servir de banc d'essai où les aspects des cinq volets du continuum d'interopérabilité de SAFECOM<sup>®</sup> (gouvernance, procédures d'utilisation normalisées, technologie, formation, exercice et usage) peuvent être compris, conçus, mis à l'essai, négociés, mis en œuvre, enseignés, pratiqués, normalisés et partagés.

Mis sur pied en avril 2007 par le Centre canadien de recherches policières (CCRP) de concert avec le comité informatique de l'Association canadienne des chefs de police (ASCP), le GICTI s'adresse avant tout à ceux intéressés à faire progresser l'interopérabilité en matière de sécurité publique au Canada. Examinez la possibilité de votre inscrire afin d'accéder au site des membres, et de contribuer aux décisions qui seront prises pour déterminer l'avenir de l'interopérabilité en matière de sécurité au Canada.

## Son orientation

Actuellement, le sous-comité de l'interopérabilité (qui relève du comité informatique de l'ACCP) gère l'évolution du GICTI. Toutefois, nous espérons accroître le nombre de représentants de tous les volets du secteur de la sécurité publique afin de mettre sur pied un groupe semblable au National Public Safety Telecommunications Council (NPSTC) (Conseil national des télécommunications en matière de sécurité publique) aux États-Unis. Le NPSTC se décrit comme suit : « ...une fédération

d'organismes dont la mission est d'améliorer les communications et l'interopérabilité en matière de sécurité publique grâce au leadership de collaboration. »

## Qui devraient s'impliquer?

Quiconque s'intéresse à la sécurité publique ou tout représentant de l'industrie, du milieu académique ou d'un gouvernement intéressé à faire progresser l'interopérabilité en matière de sécurité publique au Canada.

## Comment s'impliquer

Le GICTI est à l'étape de démarrage et les ressources du CCRP et de l'ACCP s'emploient à identifier les parties intéressées et à établir une structure d'adhésion appropriée. Les membres du GICTI devront tous apporter quelque chose, soit faire une contribution en nature, financière ou les deux, bien que le travail actuel vise à identifier les parties intéressées et à faire avancer le concept.

Les parties intéressées doivent d'abord prendre connaissance des documents publiés sur la page Web du GICTI ([www.cprc.org/CITIG](http://www.cprc.org/CITIG)) et s'inscrire afin d'avoir accès à un espace de travail partagé. À partir de cette page, les membres inscrits peuvent accéder à des documents plus détaillés, partager des renseignements et échanger des idées afin d'aider à préparer l'avenir du GICTI et de l'interopérabilité en matière de sécurité au Canada.

## Quel type de recherche le GICTI prévoit-il effectuer?

Le GICTI prévoit recevoir des propositions d'intervenants du secteur de la sécurité publique (un document ordinaire de deux pages est utilisé pour proposer des travaux qui se rapportent aux piliers du continuum d'interopérabilité). En se basant sur l'orientation organisationnelle générale proposée par le conseil consultatif du CCRP et sur les besoins stratégiques assez vastes qui ont été cernés par le conseil du GICTI, le GICTI établirait, évaluerait et simplifierait les moyens à prendre pour atteindre les objectifs d'interopérabilité. Les résultats pourront être aussi diversifiés que développer des lignes directrices, créer des scénarios d'exercices, publier des dissertations scientifiques, obtenir un droit de propriété intellectuelle; les intervenants du GICTI devront prendre les décisions à ce sujet. ♦